

## Aperçu

Durant le troisième trimestre de 2017, la détérioration de la situation sécuritaire au Mali a eu un impact négatif sur la situation humanitaire déjà fragile. Compte tenu de la présence limitée de l'autorité de l'État et du manque de développement durable dans le centre et le nord du pays, les besoins humanitaires perdurent. La présence de dangers explosifs visant les forces armées continue de menacer l'accès humanitaire des populations les plus vulnérables. Au total, 38 incidents de sécurité contre des organisations humanitaires ont eu lieu en l'espace des trois mois. Le mois d'août a enregistré à lui seul 18 incidents (nombre le plus élevé d'incidents mensuel depuis le début de l'année). Dans une nouvelle tendance, les humanitaires sont attaqués directement par des hommes armés en pleine agglomérations. Le 21 août, un véhicule d'une agence des Nations Unies circulant dans la ville de Tombouctou (région de Tombouctou) a été attaqué par des assaillants armés non identifiés, blessant deux membres du personnel des Nations Unies. Un total de 14 véhicules appartenant ou étant loué par des organismes humanitaires ont été volé durant la période de rapportage. À la vue de la recrudescence des actes violents, certains organismes ont suspendu temporairement leurs activités dans les zones les plus à risque.

Par ailleurs, les besoins budgétaires du plan de réponse humanitaire de 2017 qui prévoit une assistance pour 1,56 million de personnes, ont été réexaminés en août. Ceci, afin de refléter les besoins accrus liés à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, passant ainsi de \$293 millions à \$304,7 millions. Cependant, au 31 septembre 2017, seulement 35% des fonds requis avaient été reçus. Les clusters ont également finalisé l'aperçu des besoins humanitaires pour 2018 et le Plan de réponse humanitaire pour l'année 2018 est quant à lui en cours d'élaboration.



**Mouvements de populations** : Le troisième trimestre 2017 a été marqué par une augmentation du nombre de personnes déplacées internes suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions de Kidal, et de Ménaka. Au 30 septembre 2017<sup>1</sup>, la Commission Mouvement de Populations (CMP) comptabilisait 58.594 PDI (11 013 ménages) et 498 170 personnes retournées (cumul janvier 2013 à septembre 2017) contre 51 961 PDI au 30 septembre 2017. Par ailleurs, 6 633 nouveaux déplacements forcés ont été enregistrés dans les régions du nord et du centre suite à la recrudescence des conflits dans certaines localités. De plus, 61 089 anciens réfugiés maliens rapatriés ont été comptabilisés correspondant à une augmentation de 995 personnes par rapport aux 60 094 rapatriés rapportés au 30 juin 2017. L'UNHCR a également enregistré 142 386 réfugiés maliens dans les pays limitrophes.



**Éducation** : Dans les zones affectées par la crise sécuritaire (régions du nord et centre) plusieurs écoles demeurent fermées. La priorité du cluster Education porte donc sur l'éducation en situation d'urgence pour les enfants en âge scolaire vivant dans les 66 communes directement affectées par la crise sécuritaire. Parmi les 4 872 écoles fondamentales situées dans ces communes affectées, 10 % étaient toujours fermées à la fin de l'année scolaire 2016-2017, soit 500 contre 296 en 2015/2016. La rentrée scolaire 2017/2018 est quant à elle prévue pour début octobre.



**Sécurité alimentaire et nutrition** : En référence au Cadre Harmonisé (CH) de mars 2017, l'insécurité alimentaire a touché à la mi-2017 plus de 20% de la population malienne, soit 3,8 millions de personnes en phase 2 et au-delà. Cela représente une nette hausse par rapport à 2016, notamment pour les phases 3 et 4 du CH, avec plus de 600 000 personnes ayant un besoin urgent d'assistance alimentaire et agricole durant la période de soudure 2017. Au cours de ce troisième trimestre, les réponses alimentaires d'urgence aux besoins immédiats ont été conduites. Sur la base des données collectées par les partenaires, la réponse reste certes incomplète, mais proche de l'objectif initial, avec près de 90% de personnes atteintes pour deux indicateurs sur trois du cluster Sécurité alimentaire. Au niveau de la nutrition, les nouvelles données publiées à travers l'enquête SMART 2017 indiquent que le taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a atteint des niveaux « critiques » dans les régions affectées par le conflit (Tombouctou et Gao), alors que le taux national reste toujours très élevé. La malnutrition aiguë chez les enfants à Tombouctou est passée à 15,7% et à Gao à 15,2% atteignant ainsi le niveau « sérieux » à « critique » selon l'échelle de classification de l'OMS. De sérieux niveaux de malnutrition aiguë ont également été enregistrés dans les régions de Kayes (14,2%) et de Taoudeni (14,3%), alors que le taux national est de 10,7%.



<sup>1</sup> Rapport sur les mouvements de populations datant du 12/10/2017 et accessible via : [https://mali.iom.int/sites/default/files/CMP%20reports/Rapport%20CMP\\_12%20Oct%202017\\_.pdf](https://mali.iom.int/sites/default/files/CMP%20reports/Rapport%20CMP_12%20Oct%202017_.pdf)

## Abris & Biens Non alimentaires

Tableau 1 : 2017 financements (en million USD) au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
<b>Abris &amp; Biens Non alimentaire</b>	<b>13M</b>	<b>2.1M</b>	<b>16%</b>

### 1. Objectifs

- Assurer une réponse abris/NFI coordonnée et efficace à toutes les populations vulnérables dans les 4 régions affectées par le conflit.
- Fournir aux populations affectées par le déplacement, suite au conflit ou aux inondations, les moyens leur permettant de mieux résister aux chocs par le pré-positionnement des stocks.
- Assurer la collecte et l'analyse des données sur les conditions d'accès à l'Abri et Biens non alimentaire (NFI), dans les zones de retour, pour mieux répondre aux besoins.

### 2. Réponse et lacunes

**NFI** : Distribution des biens non alimentaires pour 16 000 ménages vulnérables vivant dans les zones de retour, dans les régions de Tombouctou (Gourma, Goundam, Tombouctou, Diré), Gao (Ansongo, Ménaka, Gao), Mopti (Douentza, Youwarou, Tenenkou, Mopti), Ségou (Niono et Maciné). Il a été distribué des NFIs à 2 780 ménages soit 16 680 personnes pour un total de 8 422 ménages (50 532 personnes) depuis le début de l'année.

**Habitats en banco** : Construction ou réhabilitation de 1 950 maisons endommagées du fait du conflit armé, dans les régions de Tombouctou (Tombouctou, Goundam, Gourma), Gao (Ménaka, Gao, Ansongo) et Mopti (Douentza), aux rapatriés, aux retournés, et à la population hôte. 323 maisons réhabilitées, soit 1 938 personnes pour un total de 423 maisons (2 538 personnes) depuis le début de l'année dans les régions de Gao et Ménaka (180/180), Tombouctou (140/140), Mopti (100/100) et Kidal (03/20). Elles ont permis à 2 538 personnes d'avoir un toit décent au 30 Septembre 2017.

**Abris traditionnels** : Mise à disposition des abris traditionnels pour les populations nomades vulnérables, vivant dans la région de Tombouctou, Gao et Mopti. 700 cases traditionnelles distribuées particulièrement aux populations nomades. Au total, 4 200 personnes ont bénéficié d'un toit depuis le début de l'année.

**Abris d'urgence** : Mise à disposition des abris d'urgence et des NFIs pour les populations vulnérables, du fait des conflits intercommunautaire et de l'inondation dans les régions affectées et le district de Bamako. 456 ménages (2 736 personnes) ont reçu des abris d'urgence pendant ce troisième trimestre soit un total de 2 973 (17 838 personnes) depuis le début de l'année dans les régions de Gao, Ménaka, Tombouctou, Mopti, et Ségou.

Des lacunes sont toutefois observées dans le domaine de la construction/réhabilitation des abris, du fait que le cluster ne dispose pas de ressources nécessaires pour satisfaire tous les besoins en abri. Ainsi, seuls 1 950 ont été ciblés et les financements disponibles ne pourront couvrir que 16% de cette cible.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Janvier - Mars	Avril - Juin	Juillet - Sept	Cumul 2017	Écart	Taux (%)
Pays	Nombre d'habitations en banco réhabilitées ou construites pour les populations vulnérables	Maison	1 950	Non Disponible	100	323	423	- 1 527	<b>22%</b>
Pays	Nombre d'abris traditionnels distribués pour les populations vulnérables dans les régions du nord	Abris	850	Non Disponible	700	0	700	-150	<b>82%</b>
Pays	Nombre de ménages vulnérables ayant reçu l'assistance en NFI	Ménages	16 000	Non Disponible	4 323	2 780	7 103	-8 897	<b>44%</b>

### 3. Défis

- Faible taux de financement du cluster ;
- Inaccessibilité de certaines zones d'intervention due à l'insécurité ;

- Difficultés de logistique dans les zones d'intervention, risque de braquages ;
- Manque d'évaluations nationales sur les besoins en abris ;
- Manque d'uniformité des kits dans les interventions.

#### 4. Perspectives

- Mobilisation et plaidoyer pour l'accès humanitaire et pour le financement des projets d'abris/NFI ;
- Procéder à une évaluation quantitative nationale sur les besoins en abris ;
- Renforcer la coordination au niveau national et mettre à jour les outils de coordination ;
- Uniformiser les kits d'intervention au sein du cluster.

#### 5. Messages clés

- Mobiliser des ressources pour la fourniture d'abris et NFIs aux populations extrêmement vulnérables ;
- Faire un plaidoyer pour des réponses multisectorielles coordonnées (notamment NFI/Vivres) ;
- Renforcer les outils de coordination existant et le reporting.

#### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- La dignité de plus de 1 500 ménages vulnérables n'est pas assurée ;
- Possibilité d'entacher la cohésion sociale dans certaine zone en offrant une assistance abris à certains ménages dans le besoin et pas à d'autres ;
- Refus par la communauté de l'assistance sélective entre rapatriés. Ceci pourrait alors engendrer des confrontations.

Coordinateur du cluster : [cord.mali@sheltercluster.org](mailto:cord.mali@sheltercluster.org) ; Contact : 66811219/94945273

Membres du cluster : (12) Partenaires : ACTED, NRC, OIM, CR Lux, UNHCR, ADRA, Stop-Sahel, Terres sans frontières (TSF), UNOPS, (CICR), Ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire, DG de la Protection civile

Coordination régionale : Gao Daouda Diallo | [diallod@unhcr.org](mailto:diallod@unhcr.org) | +223 66811219

## Eau, Hygiène et Assainissement

Tableau 2 financement (en millions USD) au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
<b>Eau, Hygiène et Assainissement</b>	<b>28,5M</b>	<b>3,1M</b>	<b>11%</b>

#### 1. Objectifs

- Renforcer la priorisation des axes et zones d'interventions des acteurs humanitaires à travers une analyse continue des besoins humanitaires ;
- Améliorer l'accès des populations aux infrastructures WASH, notamment l'accès à une source d'eau potable des populations victimes du conflit et celles des zones touchées par les crises saisonnières d'eau en raison de la baisse du niveau de la nappe et de la pression du bétail ;
- Améliorer les mécanismes de réponse permettant de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance WASH coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité.

#### 2. Réponses et lacunes

Durant la période juillet-septembre, 121 483 personnes (63 171 femmes et 58 312 hommes) ont eu accès à une source d'eau permanente dans les régions de Mopti et Gao grâce à la création/réhabilitation de 75 points d'eau. De plus, 3 881 ménages déplacés présents dans la région de Mopti ont reçu des kits d'urgences ainsi que des messages de sensibilisation sur l'hygiène à travers les partenaires du cluster.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan - Mars	Avril-Juin	Juillet - Sept	Cumul 2017	Écart	Taux (%)
Pays	# d'enfants admis pour traitement MAS ayant reçu un kit WASH	Enfants MAS	96 368	698	3691	0	4 389	-91 979	4.5%
Pays	Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable adaptée à leur vulnérabilité	Personne	789 927	29 384	88 840	172 033	290 257	-499 670	37%

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan - Mars	Avril- Juin	Juillet - Sept	Cumul 2017	Écart	Taux (%)
Pays	Nombre de centres de santé bénéficiant du paquet minimum WASH	Centre de Santé	244	34	139	73	246	+2	101%
Pays	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance en WASH d'urgence	Personne	634 232	19 944	67 656	4 581	92 181	-542 051	14.5 %
Pays	Nombre de personnes sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène	Personne	634 232	34 704	144532	48 924	228 160	-406 072	36%

### 3. Défis

- Manque de flexibilité des financements dans le type d'intervention (urgence/réhabilitation/développement) et dans la durée et faible taux de financement du secteur (WASH in Nut) ;
- Manque d'un gestionnaire d'informations au niveau du cluster WASH, ce qui impacte la collecte et l'analyse des informations et retarde la disponibilité des informations ;
- Manque de moyens des services techniques et autorités locales ;
- Difficulté d'adapter les activités à un contexte sécuritaire toujours très instable et volatile ;
- Problématique hydraulique villageoise et hydraulique pastorale, les deux étant indissociables ;
- Insuffisance des données au niveau administratif 2 (cercle) et 3 (commune) pour faciliter le ciblage des zones d'intervention par les partenaires du Cluster ;
- Faiblesse du système de gestion et de maintenance des points d'eau, lié au manque de volonté de certaines communautés ;
- Baisse saisonnière du niveau de la nappe entraînant des crises d'eau dans certaines localités.

### 4. Perspectives

- Recherche de financement pour les activités WASH in Nut ;
- Participer à la rédaction du document stratégique WASH dans le cadre du nexus humanitaire développement ;
- Participer et contribuer au processus HNO-HRP pour l'année 2018.

### 5. Messages clés

Le manque de financement des activités WASH in Nut aggrave la vulnérabilité des couples enfants/accompagnant du fait qu'ils ne sont pas accompagnés et soutenus. Ils sont ainsi à l'abri de la malnutrition mais restent néanmoins vulnérables à des maladies d'origine hydriques qui peuvent leur être fatales.

### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ou au manque d'accès

Par conséquent du manque de financement du cluster, aucun enfant malnutris n'a pu bénéficier de kit WASH entre juillet et septembre. Cela aurait pu améliorer leur environnement sanitaire. Seules 14,5 % des personnes en situation d'urgence ont pu être assistées depuis le début de l'année. Le nombre de personnes vulnérables aux maladies d'origine hydriques (cholera, diarrhée, dysenterie) reste donc très élevé. Le manque de flexibilité des bailleurs d'urgence sur la durée des projets impact également la pérennisation des ouvrages du fait qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour la période post mise en œuvre permettant un accompagnement et coaching des comités de gestion.

Coordonnateur du Cluster : Fassou NORAMOU | UNICEF | [fnoramou@unicef.org](mailto:fnoramou@unicef.org) | +22375993411, Cluster Lead : Unicef  
 Co-lead : CPS/SEEUDE en collaboration avec DNH et DNACPN  
 Co-facilitateur : Solidarités International  
 Membres du cluster : 35 organisations qui sont : IRC, ACF-E, ACTED, OXFAM, PLAN MALI, CRS, ISLAMIC RELIEF, IMADEL, ASDAP, LVIA, NCA/ AEN, AVSF, SAVE THE CHILDREN, ACCORD International, ACTION MOPTI, ADDA, ADENORD Mali, Arche noVa, SIA, Stop Sahel, AVES, CARE International, Help, LWR, Secours Islamique France, SOLIDARITES INTERNATIONAL, Terre des Hommes, World Vision, Aidemet Antenna, ALIMA, APSM, Croix rouge danoise, CN-CIEPA, , CROIX ROUGE MALIENNE, Eau Vive, FONGIM, Handicap International Mali, WHH, WATERAID, UNICEF, OCHA, UNHCR, OMS, DHN, DNACPN, DNS/DNHP, DRH, DRACPN, DRS et CPS-SEEUDE

## Éducation

Tableau 3 financement (en millions de dollars américains)  
au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
Éducation	35M	7,8	22%

### 1. Objectifs

- Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles ;
- Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur ;
- Disposer d'une analyse approfondie des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et du personnel éducatif vivant dans les régions affectées par la crise sécuritaire.

### 2. Réponse et lacunes

Au cours de la période considérée, 180 601 filles et garçons affectés par la crise ont eu accès à des offres d'éducation formelles et informelles. 20 840 filles et 31 261 garçons ont bénéficié de matériels scolaires pour la rentrée. Au 30 septembre 2017, un total de 6 000 élèves a bénéficié des cours sur la culture à la paix dans la région de Tombouctou et 3 200 enfants de la même région ont bénéficié d'un appui psychosocial avec un enseignant formé.

Pour la rentrée scolaire 2017-2018, UNICEF a organisé une campagne nationale intitulée « Pour Chaque Enfant, Education 2017 » avec au total, la participation de 1 925 enfants choisis comme « Ambassadeurs de la Rentrée ». Dans les zones affectées par la crise humanitaire, 805 enfants (soit 35 enfants âgés de 10 à 18 ans par cercle, dont 50% de filles) ont été orientés en septembre 2017 en communication interpersonnelle et en promotion du genre en lien avec l'importance de l'éducation des enfants : le surplus de travaux domestiques empêchant les filles de se rendre à l'école, le mariage des enfants comme frein à la scolarisation des filles. Ces « Ambassadeurs de la Rentrée » se sont ensuite engagés dans une campagne de porte à porte pour sensibiliser les parents à inscrire leurs enfants à l'école. Les activités ont couvert neuf régions : Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bamako, soit 55 cercles au total.

En outre, les partenaires du Cluster ont créé 100 centres d'apprentissage communautaire pour la rentrée 2017-2018 afin de mitiger la situation des enfants en dehors du système scolaire : 4 500 garçons et filles déscolarisés ont trouvé un accès à l'éducation dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan – mars	Avril-juin	Juillet - Sept	Cumul 2017	Ecart	Taux (%)
Pays/Sahel	Nombre de filles et de garçons affectés par la crise ayant accès à des offres d'éducation formelles et non-formelles	Elèves	162 197	5 151	5 151	185752	196 054	+33857	121%
Pays/Sahel	Nombre d'enfants de l'école primaire-secondaire fréquentant l'école dans une classe où l'enseignant a été formé en appui psychosocial	Elèves	67 500	6 000	6 210	19 063	31 273	-36 226	46%
Pays/Sahel	Nombre d'enfants de l'école primaire/secondaire fréquentant une école où une cartographie des vulnérabilités et un plan d'intervention ont été préparés	Elèves	75 000	Non disponible	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Pays/ Sahel	Nombre de filles et de garçons qui bénéficient d'au moins un repas par mois	Elèves	200 000	72 371	78842	85 281	236 494	+36494	<b>118%</b>
----------------	---	--------	---------	--------	-------	--------	---------	--------	-------------

### 3. Défis

- La persistance de l'insécurité et la peur qui en découle pour les enseignants et les parents d'élèves ;
- L'insuffisance des moyens dans les écoles du Nord et du Centre ;
- Le départ de nombreux enseignants de leur poste : (qualité de l'enseignement insuffisante notamment en raison du manque de formations de recyclage des enseignants et de leur accompagnement/suivi, etc.)
- Les réticences éprouvées par certaines communautés envers une éducation jugée trop « occidentale » continuent de représenter un frein à l'éducation pour le nord et le centre du pays ;
- L'absence de cantines scolaires est un facteur limitant pour assurer le maintien et la fréquentation constante des enfants à l'école.

### 4. Perspectives

- Mobilisation communautaire en faveur de la réouverture des écoles fermées notamment par la sélection de choix plus adaptés d'éducation au besoin des parents (Franco-Arabe, Madrasa, écoles traditionnelle) ;
- Une plus grande participation des Comités de Gestion Scolaire dans la conception et mise en œuvre des projets d'écoles. Un focus accru sur les mécanismes de gestion des enseignants d'écoles (Plaidoyer auprès des autorités scolaires pour le retour des enseignants) ;
- Une meilleure coordination entre les écoles publiques et les autorités locales (les préfets et les sous-préfets).

### 5. Messages clés

- Message destiné aux parents : Chers parents, l'éducation de nos filles et de nos garçons est une priorité. Ensemble, œuvrons à l'ouverture de toutes les écoles pendant toute l'année scolaire, pour que les enfants débutent et continuent leur éducation ;
- Message destiné aux autorités locales : L'éducation est indispensable à la construction d'une nation forte. Filles comme garçons, les enfants d'aujourd'hui doivent bénéficier d'une éducation de qualité car ils sont l'espoir de la nation ;
- Message destiné aux autorités éducatives (niveau institutionnel) : Qu'ils soient déplacés internes, réfugiés ou retournés, les filles et les garçons âgés de six, sept, huit ou neuf ans doivent être inscrits à l'école, continuer leur éducation et terminer leurs études.

### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- Un retard dans la possibilité de la réouverture des écoles qui enjambe l'insuffisance de l'offre éducatives aux enfants vulnérables ; déscolarisation et non-scolarisation des enfants des zones affectée.

Coordonnatrice du Cluster : Sharmila Pillai | UNICEF | [spillai@unicef.org](mailto:spillai@unicef.org) | +22382992821,  
Membres du cluster: ACTED, Arche Nova, Croix Rouge, Handicap International, Plan Mali, IRC, Islamic Relief, NRC, Save the Children International, World Education, ACAS, ALMUD, APADL, AMSS, APROMORS, AZHAR, CERCA, CRADE, Eveil, GARDL, GARI, SOLISA, PAM, OCHA, UNHCR, UNICEF, DDRK, CAMRIS, LuxDev, USAID, MEN

## Nutrition

Tableau 4 financement (en millions de dollars américains) au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
<b>Nutrition</b>	<b>58M</b>	<b>16,6</b>	<b>28,6%</b>

### 1. Objectifs

- Dépister et prendre en charge les cas de malnutrition aiguë.
- Prévenir la malnutrition dans la population à risque.
- Surveiller la situation nutritionnelle à travers la communauté et le système d'information sanitaire et renforcer la coordination intersectorielle.

### 2. Réponse et lacunes

- Réalisation de l'enquête nutritionnelle nationale (SMART août 2017) ;
- Participation au processus HNO/HRP 2018 (en cours) ;
- Révision du protocole de la prise en charge de la malnutrition aiguë (en cours) ;
- Préparation du plan stratégique pour le Nexus humanitaire-développement avec le binôme GT et cluster santé.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan- mars	Avril juin	Juillet Sept	Cumul 2017	Ecart	Taux (%)
Pays	Nombre de cas de MAS chez les enfants de 6-59 mois traités	Enfants	107 000	22 029	29 909	22 948	74 886	-32 114	<b>70%</b>
Pays	Nombre de cas de MAM chez les enfants de 6 à 59 mois traités	Enfants	335 000	15 173	17 599	16 547	49 319	-285681	<b>15%</b>
Pays	Nombre de femmes enceintes et allaitantes traitées de malnutrition	Femmes	49 000	6 561	5 885	7 317	19 763	-29 237	<b>40%</b>
Pays	Nombre d'enfants de 6-23 mois bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	Enfants	114 768	0	46 155	73 668	119 823	+5 055	<b>104%</b>
Pays	Nombre de femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	Femmes	56 510	0	19 067	33 862	52 929	-3 581	<b>94%</b>

### 3. Défis

- Renforcement du cadre de concertation pour le plaidoyer en faveur de la nutrition ;
- Mobilisation des ressources pour couvrir le gap des personnes en besoin pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée ;
- Révision de la stratégie de réponse en fonction des recommandations issues des résultats de la SMART 2017.

### 4. Perspectives

- Finalisation de la rédaction du HRP 2018 et des différents outils y afférant ;
- Préparation et réalisation de la revue annuelle du cluster nutrition.

### 5. Messages clés

La vie et l'avenir de milliers d'enfants sont menacés par une crise nutritionnelle exacerbée par la violence, l'instabilité et les déplacements.

### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

Le sous financement et le manque d'accès contribuent à la dégradation continue de l'état nutritionnel des enfants en république du Mali.

Coordonnateur du cluster : Claude Chigangu, UNICEF, [bchigangu@unicef.org](mailto:bchigangu@unicef.org), Tel : (+223) 75 99 75 54/ (+223) 94 34 39 85  
 Membres du cluster : ACF, ACTED, AMCP/ALIMA, AVSF, BORNE FONTAINE, CARE, COOPI, CRB, CRS, HKI, IEDA RELIEF, IMC, IRC, MDM B, MEDICUS MUNDI, MPDL, MSF F, MSF E, OMAES, PU-AMI, SAVE THE CHILDREN, TDH LAUSANE, WHH, WORLD VISION, CISV, IRC, SOPOTI.

## Protection

Tableau 5 : financement (en millions USD) au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
<b>Protection</b>	<b>30.8M</b>	<b>3,1M</b>	<b>10%</b>

### 1. Objectifs

- Répondre aux besoins immédiats et ponctuels urgents des personnes affectées à travers une assistance holistique.
- Soutenir la stratégie d'autoprotection des personnes affectées et renforcer les capacités des acteurs nationaux pour l'atteinte de solutions durables et la création d'un environnement protecteur.
- Améliorer l'information sur les risques, les vulnérabilités, et renforcer les capacités pour mettre en place des actions d'atténuation des risques afin de promouvoir le respect des droits fondamentaux des personnes affectées.

## 2. Réponse et gaps

Le Groupe de Travail Accès à la Justice et État de Droit (GT-AJED), a recensé, pour les mois de juillet et août 2017, 54 violations et abus des droits de l'homme, faisant plus de 128 victimes (dont 2 femmes et 3 enfants). Le GT-AJED a aussi mené des réunions de coordination avec ses membres afin d'identifier les cas de doublons dans le cadre de l'accompagnement judiciaire des victimes de violences sexuelles. En ce qui concerne l'accès à la documentation civile, au cours de ce trimestre, le GT-AJED a mené les activités suivantes dans les cercles de Ménaka, Ansongo, Gourma Rharous, Diré et Tenenkou : 19 séances de sensibilisation sur les procédures d'acquisition de la documentation civile, qui ont touché 1 551 personnes (dont 771 femmes) ; 16 dialogues communautaires visant à l'élaboration d'une stratégie pour accéder à la documentation civile qui ont réuni 238 personnes (dont 110 femmes) ; des consultations sur les différentes procédures d'acquisition de documents civils (notamment l'acte de naissance et la carte d'identité nationale) avec 2 614 personnes (dont 796 femmes) ; une assistance directe à 2 486 personnes (dont 574 femmes) pour l'obtention des extraits d'acte de naissance et à 220 personnes (dont 140 femmes) pour l'obtention de la carte d'identité nationale.

Le sous cluster violences basées sur le genre (VBG) a mené des activités de renforcement de capacités à l'endroit de ses partenaires ainsi : 16 prestataires de santé ont été formés sur la prise en charge clinique du viol à Tombouctou, 32 acteurs humanitaires ont été formés sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), et 30 prestataires de services (médicaux, sécurité, judiciaire et psychosociaux) ont reçu un renforcement de capacité sur la gestion de cas de VBG et les outils de collecte de données GBVIMS. Des kits de dignité ont été distribués à 209 femmes et filles en âge de procréer déplacées internes ayant fui Kidal à la suite des affrontements entre les groupes armés pour trouver refuge dans la ville de Gao. Enfin, 25 Kits post-viol sont en cours d'acheminement pour être distribués dans 16 centres de santé des régions affectées par le conflit. Pour la période de juillet à août 2017, 452 cas de VBG ont été rapportés par le GBVIMS. 98% des survivants sont des femmes et filles. Des défis importants demeurent tels que l'insuffisance de personnel qualifié pour la prise en charge clinique des cas de violences sexuelles, l'indisponibilité et l'inaccessibilité des services qui impactent négativement sur la qualité et la rapidité de la prise en charge holistique des survivants. À noter que 7% des survivant(e)s dans le besoin n'ont pas bénéficié de services médicaux, 78% n'ont pas bénéficié d'appui à la réinsertion socio-économique, 27% n'ont pas bénéficié de services d'hébergement en lieux sûrs.

En ce qui concerne les activités menées par le sous-cluster protection de l'enfance, 14 enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) ont été retirés et transférés dans des centres de transition et d'orientation (CTO) au troisième trimestre. Ces enfants ont bénéficié d'une prise en charge (médicale, sanitaire, alimentaire, et d'un soutien psychosocial), quatre d'entre eux ont été réunifiés avec leurs familles. Cinq espaces « Amis des Enfants » ont été mis en place et équipés à Ménaka, Ansongo et Kidal. 1 528 enfants affectés par la crise (dont 688 garçons et 840 filles) ont bénéficié d'activités socio- récréatives et d'un accompagnement psychosocial.

Pour la période de juillet à septembre 2017, UNMAS et ses partenaires ont renforcé leurs interventions dans le domaine de la sensibilisation des populations vivant dans les régions affectées par la problématique des engins explosifs. Plus de 10 000 personnes dont 2 022 hommes, 2 716 femmes, 3 073 garçons et 2 852 femmes ont bénéficié de séances d'éducation aux risques posés par les engins explosifs ou de sensibilisations renforcées dans les régions de Kidal, Tombouctou, Gao et Mopti. Au cours du troisième semestre, UNMAS et ses partenaires ont enregistré sept victimes d'engins explosifs, tous des enfants. Ils ont été référés aux services de santé pour une prise en charge médicale.

Type	Indicateur	Unité	Cible	Jan – mars	Avril – juin	Juillet – Sept	Cumul 2017	Ecart	Taux (%)
Pays	Nombre d'acteurs nationaux et partenaires internationaux ayant bénéficié d'une formation sur la protection (prévention et réponse)	Participant	640	61	4	124	189	-451	29.5
Sahel	Nombre de survivants de VBG ayant reçu un soutien approprié	Survivant	2 100	768	600	465	1 833	-267	87
Sahel	Nombre d'enfants ayant eu accès à un support psychologique à travers des CFS/espaces sécurisés	Enfants	20 000	0	5 358	1 528	6 886	-13 114	34

## 3. Défis

- Faible présence de l'État dans les localités du nord et du centre Mali avec pour conséquence : la dégradation de la situation sécuritaire, un accès limité des populations aux services de base notamment aux services de justice et de la documentation civile ;
- Faible financement des projets de protection (29% en 2014, 10% en 2015, 6% en 2016 et 10% de janvier à septembre 2017) a pour conséquence, la faible couverture en réponses de protection dans les régions affectées par les conflits ;
- Complexité de l'environnement sécuritaire du Mali et transformation des conflits caractérisés par des violences qui exposent davantage les civils, avec notamment la recrudescence des attaques incluant des viols sur les passagers des transports en commun ;



- Faiblesse des institutions judiciaires dans les régions du nord qui constitue un blocage pour le traitement des dossiers des violations et abus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;
- Manque de ressources humaines et financières pour soutenir l'accompagnement judiciaire des victimes des violations des droits de l'homme qui favorise l'impunité ;
- Insuffisance des services de prise en charge des survivants de VBG dans les régions les plus reculées, la banalisation et la recrudescence des actes de VBG pour cause d'impunité et méconnaissance des procédures judiciaires qui impactent sur les délations de cas de VBG ;
- Manque d'outils de communication clairs sur les VBG qui favorisent la perpétuation du tabou.

#### 4. Perspectives

- Renforcer la capacité de tous les acteurs humanitaires sur la centralité et la transversalité de la protection pour une meilleure action humanitaire ;
- Renforcer la coordination de tous les sous-groupes sectoriels de protection et continuer le renforcement de capacité des acteurs étatiques et leur implication dans les structures de coordination ;
- Monitorer les cas de violations de droits de l'homme et du droit international humanitaire pour permettre d'orienter les actions de plaidoyer et la réponse humanitaire ;
- Délivrer une assistance légale aux victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;
- Offrir une protection (lors des procédures judiciaires) aux victimes et témoins de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;
- Renforcer les capacités institutionnelles des services en charge de la documentation civile et des archives ;
- Renforcer les actions de plaidoyer pour un meilleur accès des populations à la justice et à la documentation civile et assister les enfants hors délai de déclaration de naissance pour l'obtention de leurs jugements supplétifs d'acte de naissance ;
- Sensibiliser les autorités étatiques, les communautés et les groupes armés sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et les procédures judiciaires ;
- Opérationnaliser le service de prise en charge *One Stop Center* du centre de santé de référence de la Commune V de Bamako ;
- Faire le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions sur l'intégration des principes de VBG par les clusters prioritaires et renforcer le plaidoyer pour la gratuité des soins de prise en charge de survivante de VBG ;
- Dynamiser les mécanismes communautaires de plainte pour les PSEA et poursuivre les campagnes aux niveaux communautaires sur les conséquences néfastes des VBG et des PSEA.

#### 5. Messages clés

- Le retour de l'administration et la restauration de l'autorité de l'État contribueront à faciliter l'accès humanitaire dans les zones affectées et à faciliter l'accès de la population à la documentation civile ;
- Un accès humanitaire et des financements sont les conditions sine qua non pour la prise en charge des groupes vulnérables ;
- La disponibilité des services multisectoriels pour les victimes est essentielle pour sauver des vies ainsi que le retour effectif des autorités judiciaires dans le nord du pays, qui est un facteur clé pour la lutte contre l'impunité et le rétablissement de l'État de droit au Mali ;
- La mise en œuvre et la valorisation des mécanismes communautaires de prévention et de réponse aux VBG aideront à briser le tabou autour de la thématique ;
- En raison de la transformation du conflit Malien et de la menace actuelle, les messages de sensibilisation sont plus efficaces lorsqu'ils sont accompagnés par des initiatives qui s'attaquent aux causes structurelles du conflit et appuient les efforts de stabilisation. Le groupe de travail lutte anti-mine humanitaire (GT-LHAM) entend intégrer dans ses interventions de réduction de la violence armée, une composante visant à prévenir l'enrôlement dans les groupes armés au centre et au nord du Mali.

#### 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- Faible couverture des zones de conflits en monitoring et évaluations de protection,
- Faible réponse en protection pour les populations civiles affectées par les conflits armés et intercommunautaires dans les régions de Kidal, Ménaka et de Mopti (cercle de Koro),
- L'indisponibilité des services de prise en charge holistique, notamment médicaux et le programme de soutien économique impacte sur les services délivrés aux survivants de VBG identifiés.
- L'interruption brutale des services de prise en charge et résultant d'un arrêt des financements induit de nombreuses conséquences pour des survivants de viols et autres formes de VBG orientés et référencés au préalable. On note ainsi chez les survivants de viols et autres formes de VBG des grossesses non-désirées, des infections sexuellement transmissibles (y compris le VIH) pouvant conduire à la mort. Des cas d'enfants nés des viols et stigmatisés ont aussi été rapportés.

Coordinateur du Cluster Protection : Matho Nianga DORE, UNHCR, [doren@unhcr.org](mailto:doren@unhcr.org), tel. +223 75996304 ;  
 Co-facilitatrice du Cluster Protection : Mariam SY, [mariam.sy@nrc.no](mailto:mariam.sy@nrc.no), Tel : +223 75995417  
 Coordinateur du Sous-Cluster Protection de l'Enfance : Georgette SCHUTTE, UNICEF, E-mail : [gschutte@unicef.org](mailto:gschutte@unicef.org) ; tel : +223 82992824  
 Coordinateur du Sous-Cluster VBG : Fabiola NGERUKA, UNFPA, [ngeruka@unfpa.org](mailto:ngeruka@unfpa.org), tel. + 223 71590620 ;

Coordinateur du GT Lutte Humanitaire Anti-mines : Cynthia MAHONEY, [cynthiaM@unmasmali.org](mailto:cynthiaM@unmasmali.org), UNMAS, tel +223 66756772.  
 Coordinateur du GT Accès à la Justice et État de Droit : Aime Ntumba KAKOLO, OHCHR, [ntumbakakolo@un.org](mailto:ntumbakakolo@un.org), tel. +223 94951340,  
 Coordinateurs de la Commission Mouvement de Population : Olivier BALAGIZI, IOM, [obalagizi@iom.int](mailto:obalagizi@iom.int), tel : +223 90500013 et Abdramane Niama TOGORA, DNDS, tel : 76 35 85 21, email : [ant.togora@yahoo.fr](mailto:ant.togora@yahoo.fr)

**Membres du cluster** : ABA ROLI ; ACFS, ACORD ; ACTED ; AEN; AJDM; AME; AMSS; ARGA- MALI; CRS; DCA; DEMESO; DNDS / MSAH; DNEPF; DRC/DDG; HANDICAP INTERNATIONAL; IAMANEH/ MALI; IDLO; IEDA RELIEF; IMC; INTERNATIONAL ALERT; IRC; ISLAMIC RELIEF- MALI; MAG; MERCY CORPS; MJDH; HCHR; NRC; OCHA; OIM; OXFAM; PAM; PLAN MALI; PNUD; SAVE THE CHILDREN; SECOURS ISLAMIC FRANCE; SFCG; SINISANUMAN; SOLIDARITE INTERNATIONALE; TDH; UNFPA; UNHCR; UNMAS, UNICEF; UNWOMEN; WANEP; WV

## Santé

Tableau 6 : financement (en millions USD) au 30 juin 2017

	Requis	Reçu	%
Santé	12M	3.5M	29%

### 1. Objectifs

- Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes.
- Augmenter la couverture géographique de l'accès et l'offre des soins aux populations des 24 districts sanitaires.
- Renforcer le Système d'information sanitaire au niveau de 24 districts sanitaires.

### 2. Réponse et lacunes

En plus des réunions mensuelles du cluster Santé tenues au niveau national, le cluster s'est également engagé dans des activités conjointes avec le cluster Nutrition telles que :

- Des réunions conjointes santé/nutrition sous l'égide de la Direction Nationale de la Santé dans le cadre de l'intégration de la prise en charge de la malnutrition dans les PMA des structures de santé,
- L'élaboration d'une cartographie commune de 4W santé-nutrition reprenant aussi bien les acteurs humanitaires que de développement pour l'ensemble du pays,
- Plusieurs plaidoyers dans différents fora (CRZPC, PTF Santé et EHP) sur les modalités pratiques du retour à la participation financière de la population du nord et du centre Mali, la réduction du financement humanitaire et le Nexus humanitaire- développement.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan mars	Avril – juin	Juillet – Sept	Cumul 2017	Ecarts	Taux (%)
Sahel	Complétude/promptitude des rapports SIS	Rapports	1 248	236	260	336	832	-416	67%
Sahel	Nombre de consultations curatives réalisées	Consultations	1 368 205	346 354	159 187	188 191	693 732	-674 473	51%
Pays	Nombre de Clusters régionaux santé-nutrition fonctionnels	Clusters	28	6	9	10	25	3	89%

### 3. Défis

- La réduction du nombre de cliniques mobiles suite aux attaques d'ambulances par des groupes armés ;
- Le coût élevé des véhicules de location pour mener à bien les activités de réponse sanitaire dans le nord ;
- L'élaboration d'une stratégie appropriée d'offre de soins dans le nord tenant compte du Nexus humanitaire-développement.

### 4. Perspectives

- Renforcer l'intégration de la nutrition dans les paquets d'intervention au niveau primaire et secondaire ;
- Plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes afin de considérer la neutralité des humanitaires pour une amélioration de l'accès humanitaire ;
- Renforcer la coordination régionale du cluster ;
- Renforcer la mobilisation des fonds pour le financement des projets du cluster.

### 5. Messages clés

- Amélioration du financement pour le secteur de la santé et pour un meilleur accès humanitaire dans le Nord ;
- En rapport avec le faible financement du cluster, sur les 347 structures sanitaires du nord et du centre du Mali, 77 restent toujours sans appui humanitaire, soit près de 22%. Cela pose un problème important dans l'accès des populations à l'aide humanitaire.

## 6. Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

Les principaux impacts que le sous financement du secteur aura sont le faible d'accès aux soins de santé primaire, pour les communautés vulnérables et donc un risque d'accroissement des taux de morbidité et de mortalité, surtout pour les enfants de moins de 5 ans et des femmes enceinte.

Coordinateur du cluster ai : Dr Yao Theodore, OMS, [yaot@who.int](mailto:yaot@who.int) tel. 730828 44  
 Co-Lead du Cluster Santé : Dr Didier KIRONGOZI TAMBWE, IMC, [dkirongozi@internationalmedicalcorps.org](mailto:dkirongozi@internationalmedicalcorps.org) tel 90464837  
 Point Focal OMS : Dr Massambou SACKO [sackom@who.int](mailto:sackom@who.int)  
 Membres du Cluster : 28 organisations (ACF-E, AMCP/ALIMA, AVSF/ADESAH, CDC, CICR, CRF, CRM, Handicaps, IEDA, IMC, MDM-B, MDM-E, MDM-F, MSF, MSI, OCHA, OMS, PSI, PU-I, SADEVE, SANTE SUD, SAVE THE CHILDREN, SMARA, SOLISA, UNFPA, UNICEF, USAID, WHH et le Gouvernement Malien) pendant les réunions du Cluster Santé à Bamako, et des sous cluster de Tombouctou, Gao et Mopti.

## Sécurité alimentaire

Tableau 7 : financement (en millions USD) au 30 septembre 2017

	Requis	Reçu	%
<b>Sécurité alimentaire</b>	<b>105M</b>	<b>48,4</b>	<b>46%</b>

### 1. Objectifs

- Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie ;
- Soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence ;
- Renforcer la capacité des acteurs nationaux et structures locales pour faire face aux chocs agro-climatiques.

### 2. Réponse et lacunes

Durant le troisième trimestre 2017, la réponse des partenaires du cluster Sécurité alimentaire (SA) s'est articulée autour de deux activités principales, la première, plus structurante, concerne surtout les activités agricoles, notamment avec les cultures céréalières ; l'autre activité principale était une réponse d'urgence par une assistance alimentaire pour les personnes affectées par la soudure agricole 2017. Dans ce cadre, les populations des régions touchées par la crise (principalement au nord et dans le centre) continuent d'être assistées par les partenaires du cluster SA. Bien que la couverture des besoins de ces populations ne soit pas négligeable, elle reste à renforcer pour éviter que ces populations ne tombent dans une situation encore plus préoccupante.

Type	Indicateurs	Unité	Cible	Jan – mars	Avril – juin	Juillet - Sept	Cumul 2017 (ou max <sup>1</sup> )	Ecart	Taux (%)
Pays	Nombre de pers. affectées par la soudure 2017 ayant reçu des transferts saisonniers (en nature, espèces ou coupons)	Pers.	366 000	141 855	324 702	314 940	314 940 <sup>2</sup>	51 060	<b>86 %</b>
Sahel	Nombre de pers. ciblées ayant reçu des transferts non saisonniers « de résilience », (nature, espèces ou coupons)	Pers.	337 000	34 466	147 042	292 396	292 396 <sup>3</sup>	44 604	<b>87 %</b>
Sahel	Nombre de pers. ciblées ayant reçu un soutien agricole ou au bétail	Pers.	533 000	90 457	114 043	191 953	396 453 <sup>4</sup>	136547	<b>74%</b>

### 3. Défis

- La persistance de l'insécurité au nord et au centre du pays affecte la mise en œuvre des activités ;
- L'insuffisance des fonds dédiés au secteur SA contraint les partenaires à prioriser les activités ;

<sup>2</sup> Valeur du dernier trimestre retenue.

<sup>3</sup> Valeur maximale entre les trois trimestres.

<sup>4</sup> Cumul des personnes atteintes chaque trimestre.

- La complexité à différencier les besoins humanitaires liés au conflit et aux aléas climatiques localisés et conjoncturels, des besoins structurels dus à des vulnérabilités chroniques ;
- Le rapportage et l'implication des membres du cluster s'est nettement amélioré depuis 2016, mais ces efforts doivent absolument être poursuivis pour suivre la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.

#### 4. **Perspectives**

D'ici à la fin de la soudure agricole (vers le mois d'octobre), le cluster SA concentrera ses actions sur les points suivants :

- Continuer d'améliorer la collecte et le partage des données, notamment sur les activités de renforcement des moyens d'existence et la résilience des populations ;
- Poursuivre l'accompagnement des trois sous-clusters SA dans leur redynamisation, notamment avec l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités des membres ;
- Grâce à la redynamisation des clusters régionaux et l'établissement d'un lien assez fort entre le niveau régional et national, le travail d'ensemble va renforcer le système de coordination et faciliter la préparation et la réponse avec une grande implication des structures étatiques et partenaires locaux. Ces actions appuieront le lien (ou « nexus ») entre les interventions d'urgence et celles sur la transition et le développement pour avoir une stratégie d'intervention globalement mieux articulée entre l'humanitaire et le développement.

#### 5. **Messages clés**

- Troisième trimestre marqué par une soudure agricole particulièrement éprouvante pour les ménages les plus pauvres des régions du centre et du nord Mali. Comme annoncé, les stocks céréaliers étaient estimés comme globalement insuffisant pour tenir jusqu'à la campagne 2017-2018. Leur accessibilité sur les marchés est également préoccupante dans les régions du nord, avec des hausses de prix alarmantes sur certains marchés du mil, notamment dans la région de Ménaka, très affectée par les incidents sécuritaires ;
- En référence au dernier atelier du CH (mars 2017), l'insécurité alimentaire et la malnutrition affectent 3,83 millions de personnes au Mali pour la période de juin à août 2017, dont 600 000 personnes ayant un besoin d'assistance alimentaire immédiate (phases « crises » et « urgence »). En plus de l'aide alimentaire, importance de les aider durablement à sortir de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent, avec des actions renforçant leur résilience
- En lien avec les récents événements sécuritaires, fortes contraintes d'accès pour répondre aux besoins humanitaires dans les zones nord du Mali (embuscades visant la MINUSMA, combats entre groupes rebelles etc.)
- Recrudescence des incidents inter-ethniques ou de contrôle des ressources au Mali, notamment dans le centre (région de Mopti et Ségou) déstabilisant les populations rurales et impactant négativement sur leur potentiel productif tant agricole que pastoral ;
- Risques de déstructuration des marchés et baisse de l'intégration des marchés du fait de l'insécurité persistante sur certains axes commerciaux, avec le retrait des services sociaux et techniques de l'État dans certaines zones, dont Ségou et Mopti. L'impact sur les populations maliennes pourrait être important.

#### 6. **Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès**

Si toutes les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ne sont pas assistées cela risquerait d'augmenter les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition, de manière alarmante.

Coordinateur du cluster SA : Fabien Tallec [fabien.tallec@fscluster.org](mailto:fabien.tallec@fscluster.org)  
Co-chair: Karamoko Sidibe, WHH: [Karamoko.Sidibe@welthungerhilfe.de](mailto:Karamoko.Sidibe@welthungerhilfe.de) 76 76 76 67

Membres Partenaires du cluster : FAO, PAM, Welt hunger hilfe, Banque Mondiale, Coopération Allemande (inclus GIZ), Coopération Américaine (Etats Unis), Coopération Belge (inclus CTB-BCT), Coopération Brésilienne, Coopération Canadienne, Coopération Espagnole, Coopération Française, Coopération Luxembourgeoise, Coopération Suisse, Délégation de l'UE (inclus ECHO), DRC, NRC, Usadf, CSA (inclus OMA et SAP), Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Élevage et Hydraulique, PRIA-MALI, FAO, OCHA, PAM, PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ACF – Spain, ACTED, ADRA, AVSF, CARE International, Caritas Suisse, CICR, CONEMUND, COOPI, CRS, DCA, Handicap International, IMC, IRC, IRD Global, Islamic Relief, Mercy Corps, MPDL, MZC, Oxfam, PU International, Rescate Internacional, Secours islamique France, Solidarités International, Tearfund, World Vision, ACOD, ADAF GALLÉ, ADAZ, ADESAH, ADG, ADR, AEDD, AEDM, AFAR, AFIMA, A-KARED, Amassa Afrique Verte, AMCP/ALIMA, OMVF, AMSS, APROMORS, ARDIL, ASG, CAES, Caritas Mali, CEPAP, CRAD, CSPEEDA, DGR, Femmes & Développement (FEDE), GAAS Mali, G-Force, GRAIP, GRAT, IMADEL, JEM, JOAC, Letonus Mali, ODES, ORFED, Résilience DEVCO, SABA, SIA Mali, STOP SAHEL, TASSAGHT, TNT, UAVES, Plan International, ADG, Banque Mondiale, Croix rouge Danoise, CSA, SOS Sahel, USAID, ECHO, Handicap Mali, AVSF, CRS, WHH, IMC, AMDD, Oxfam, Consortium AFASO (SIA Mali), IRC, GARDL, CSPEEDA, ADRA, Flag International, Save the Children, OXFAM, Acted, Enda, SNV, Caritas Suisse, HI, CISV, HKI, Socodevi, CAES, SOS Sahel, SOS Faim, MZC, VSF-Belgique, Planète Urgence, Afrique Jeune 2020.